

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 06 JUIN 2016**

CH/RT

**OBJET : N° 3.1 – FONCIER – DOMAINE PUBLIC SYNDICAL –
DESAFFECTATION / CESSION TERRAIN COMMUNE DE GROSPIERRES -**

L'an deux mille seize, le six du mois de juin à seize heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etaient absents excusés :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Philippe MERINE.

**OBJET : N° 3.1 – FONCIER – DOMAINE PUBLIC SYNDICAL –
DESAFFECTATION / CESSIION TERRAIN COMMUNE DE GROSPIERRES -**

Envoyé en préfecture le 08/06/2016

Reçu en préfecture le 08/06/2016

Affiché le



N° : 007-250700267-20160606-2016BS060031-DE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Afin de développer son domaine foncier pour y accueillir en particulier des réseaux publics, la commune de Grospierres souhaite acquérir une partie de la parcelle A 1016 (provenant de la parcelle A 910), soit 2117 m², et la totalité de la parcelle A 882, soit 70 m², correspondant aux abords de l'ancienne voie ferrée et au quai de gare, actuellement propriété du SEBA et relevant de son domaine public.

La commune de Grospierres a délibéré en 2008 en ce sens, le prix d'achat ayant été établi, en accord avec le SEBA et conformément à l'avis des domaines du 1^{er} août 2010, renouvelé le 23 mars 2016, à un euro le mètre-carré. Une promesse de vente a également été signée entre les deux parties, la superficie totale à acquérir par la commune de Grospierres s'établissant à 2187 m².

Aussi, s'agissant du domaine public du SEBA, il convient préalablement à cette cession, de désaffecter les parcelles ou parties de parcelles susvisées, au regard de l'objet juridique du SEBA, leur déclassement n'étant pas nécessaire, ces dernières étant destinées à être maintenues dans le domaine public communal.

En effet, les dispositions des articles L 3111-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques autorisent désormais, par dérogation du principe d'inaliénabilité du domaine public, les cessions et les échanges de propriétés relevant du domaine public, entre personnes publiques, sans déclassement préalable.

Les frais de géomètres pour la constitution des documents d'arpentage et plan de bornage, ainsi que les frais d'actes notariés et les dépenses y afférentes seront supportés par la commune de Grospierres.

Le bureau syndical est appelé à se prononcer sur les points suivants :

- Décider la désaffectation d'une partie du domaine public syndical correspondant à la totalité de la parcelle A 882, soit 70 m² et une partie de parcelle A 1016 (primaire A 910), soit 2117 m²,
- Décider de la cession des terrains susvisés au profit de la Commune de Grospierres, sur la base du montant de UN EURO le mètre-carré, soit pour la surface totale à acquérir 2 187,00 euros (DEUX MILLE CENT QUATRE VINGT SEPT EUROS),
- Autoriser le Président à signer l'acte correspondant,
- Autoriser le Président à faire toutes les démarches nécessaires à la concrétisation de cette opération.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL